

Commission paritaire des établissements et des services de santé

Convention collective de travail du
14/12/2020 concernant l'octroi des
vacances annuelles

Chapitre 1 : Champ d'application

Article 1

§ 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs :

- des établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux, à l'exception des hôpitaux catégoriels, des maisons de soins psychiatriques et des initiatives d'habitation protégée ;
- des centres de psychiatrie légale ;
- des centres de revalidation pour lesquels le Comité de l'assurance de l'Inami, sur proposition du Collège des médecins directeurs, en application de l'article 22, 6°, de la loi concernant l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnées du 14 juillet 1994, a conclu une convention et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, § 1, l, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;
- des soins infirmiers à domicile ;
- des services du sang de la Croix-Rouge de Belgique ;
- des centres médico-pédiatriques ;
- des maisons médicales.

§2 Par travailleurs, on entend le personnel employé et ouvrier, féminin et masculin.

§2

Chapitre 2 : Objectifs et mesures

Article 2

La présente convention collective de travail est conclue en application du point 5.3 « Régime de vacances » de l'accord social non marchand fédéral secteur privé du 25 octobre 2017 et du point 2. de l'accord social 2020 pour les secteurs fédéraux de la santé ratifié le 12 novembre 2020, en vue d'optimiser la combinaison vie privée/vie professionnelle et pour augmenter l'attractivité du travail dans le secteur des soins.

Article 3

§1. Sans préjudice de la réglementation générale relative aux vacances annuelles, tout travailleur a droit, chaque année, à sa demande, à une période minimale de trois semaines consécutives de vacances. Pour les travailleurs effectuant des prestations le week-end, cette période inclut trois week-ends libres consécutifs.

§2. Pour les travailleurs qui sont occupés dans un cycle d'un weekend sur deux, l'application du paragraphe 1 ci-dessus n'implique pas :

- un droit à une suite continue de cinq week-ends libres ;
- ni qu'ils soient tenus de prester plus de 25 weekends par an.

§ 3. Cet octroi peut être limité par des impératifs sérieux de service. Par impératifs sérieux de service, on entend la nécessité de faire appel à ce travailleur pour assurer

Hoof

Artike

Deze
geslo
"Vaka
voor
privé
2. van
feder
gerat
tenei
privé
en on
in de

Artike

§1. Z
alger
jaarlij
op zij
minir
weke
week
perio
week

§2. V

zijn in
week
van b
- niet
opee
- noc
op ja
prest

§3. D

wege
Onde
word

l'encadrement indispensable pour faire fonctionner le service, et ce malgré la mise en place préalable de dispositifs de soutien, via le Maribel social, l'équipe mobile, ou d'autres dispositifs complémentaires possibles pendant les périodes de vacances concernées.

onon
het f
de te
onde
Mari
bijko
ingez
vaka

Ces éléments seront opérationnalisés au sein des instances de concertation sociale internes.

Deze
overl
word

Article 4

Les desideratas concernant les vacances annuelles doivent être transmis par écrit à l'employeur dans le respect de la procédure fixée paritairement au sein de l'institution. L'équité entre tous les travailleurs doit animer cette concertation.

Artik
De w
vaka
werk
nalev
vastg
De g
werk
dit o

Cette concertation doit notamment fixer les délais et forme d'introduction des demandes et de réponse de l'employeur, les procédures de fixation des plannings individuels et collectifs des congés, ainsi que les critères de priorité.

Mee
term
indie
van h
proc
indiv
vaka
voor

Chapitre 3 : Dispositions finales

Article 5

§ 1. La présente convention collective de travail ne peut porter préjudice à des réglementations locales ou à des pratiques dans les institutions plus favorables, là où elles existent déjà pour l'ensemble ou une partie du personnel.

§ 2. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01/01/2021. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

§ 3. Elle peut être dénoncée ou revue par la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois adressé au président de la Commission paritaire des établissements et services de santé.

Article 6. Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Hoot

Artik

§1. C
arbe
doen
of pr
het g
werk

§2. D
tree
word

§3. Z
door
parti
ma
parit
gezo

Artikel
de we
de col
de par
betref
collect
handte
deze a
werkn
namen
ander
van de
door o
goedg